

**AP n° 2025-APC-285-IC**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
de prolongation et de modification des conditions d'exploitation relatif à la carrière  
située sur le territoire de la commune de CLOYES-SUR-MARNE,**

**au lieu-dit « Les Terres Plates »,**

**par la SOCIÉTÉ MORONI, dont le siège social, sis,  
60, boulevard du Val-de-Vesle prolongé, 51500 SAINT-LEONARD**

**Le Préfet de la Marne**

**Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.181-46 et R.122-2 ;  
**Vu** le Code minier ;  
**Vu** la nomenclature des installations classées ;  
**Vu** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008, modifié établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets dans les installations classées relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024/665 du 27 novembre 2024 portant approbation du Schéma régional des carrières de la région Grand Est ;  
**Vu** le Schéma régional d'aménagement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) approuvé par le Conseil Régional en date du 24 janvier 2020 ;  
**Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine-Normande approuvé le 23 mars 2022 ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n°2015-A-015-CARR en date du 15 septembre 2015 autorisant la société ETABLISSEMENTS BLANDIN SA à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur les parcelles

Z64, Z65 au lieu-dit « La pièce d'Isle » et sur les parcelles Z49 et Z50 au lieu-dit « Les Terres Plates » de la commune de Cloyes-sur-Marne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2021-ChExp-64-IC en date du 23 avril 2021 autorisant la société CHARLES MORONI à se substituer à la société ETABLISSEMENTS BLANDIN SA ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-APC-95-IC en date du 9 mai 2023 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la société CHARLES MORONI au Lieu-dit « Les Terres Plates », parcelles Z49 et Z50 de la commune de Cloyes-sur-Marne ;

**Vu** le porter à connaissance déposé par la société MORONI au guichet unique en date du 25 juillet 2025, demandant une prolongation et modifiant les conditions d'exploitation des parcelles Z49 et Z50, au Lieu-dit « Les Terres Plates », sur la commune de Cloyes-sur-Marne ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 septembre 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 29 septembre 2025 à la connaissance du demandeur conformément à l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 6 octobre 2025.

**Considérant** l'article R.181-46 I du code de l'environnement qui dispose que :

*« Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*

*1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ; [...] »*

**Considérant** que la demande, n'étant pas une extension, mais une prolongation :

- elle ne constitue par une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

- elle n'a pas à faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ;

**Considérant** l'article L.515-1 du Code de l'environnement qui dispose que :

*« La durée de validité de l'autorisation administrative prévue à l'article L.512-1 ou de l'enregistrement prévu à l'article L.512-7 des exploitations de carrières ne peut excéder trente ans. L'autorisation administrative ou l'enregistrement initial est renouvelable dans les mêmes limites » ;*

**Considérant** la demande présentée par la société MORONI demandant une prolongation de 6 ans ;

**Considérant** que le cumul, de la durée d'autorisation initiale de l'arrêté préfectoral n°2015-A-015-CARR du 15 septembre 2015 de 10 années et de la durée de prolongation demandée dans le « Porter à connaissance » déposé en date du 25 juillet 2025 de 6 années, reste inférieur à 30 années ;

**Considérant** l'article R.516-1 du Code de l'environnement précisant que les carrières sont subordonnées à l'existence de garanties financières ;

**Considérant** que, conformément à l'article R.516-2 II du Code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation fixe le montant des garanties financières exigé ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant ;

**Considérant** que, conformément à l'article R.516-2 III du Code de l'environnement, l'exploitant transmet au Préfet un document attestant la constitution des garanties financières ;

**Considérant** l'annexe II de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 modifié, fixant les valeurs seuils garantissant la non dégradation des masses d'eaux souterraines ;

**Considérant** que seul le code déchet 17 05 04 « terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse » de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 est utilisé pour les opérations de remblayage ;

**Considérant** la mise en place d'un réseau de trois piézomètres afin d'assurer le suivi qualitatif et quantitatif de la nappe durant les opérations de remblayage ;

**Considérant** le Schéma régional des carrières (SRC) approuvé par arrêté préfectoral n°2024/665 du 27 novembre 2024 et notamment sa mesure M37 « compatibilité des extractions alluvionnaires dans le Perthois » qui dispose :

*« - Une surface inférieure à 5 ha peut être sollicitée si le projet de réaménagement prévoit un comblement, avec des matériaux inertes extérieurs, en vue de créer des espaces agricoles ou forestiers ;*

*- Pour limiter le mitage et la juxtaposition de plans d'eau, ceux-ci sont supérieurs à 5 ha » ;*

**Considérant** que le remplacement de l'étang initialement prévu de 3,5 ha en une zone remblayée pour un retour à vocation agricole en raison du diagnostic archéologique réduisant la surface d'exploitation initiale de 50300 m<sup>2</sup> à 38500 m<sup>2</sup> est conforme à la mesure 37 du SRC ;

**Considérant** la modification relatif à la remise en état, remplaçant un étang initialement prévu de 3,5 ha en une zone remblayée pour un retour à vocation agricole ;

**Considérant** néanmoins que, bien que les modifications envisagées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## ARRETE

### TITRE I - PRESCRIPTIONS GENERALES

#### **Article 1 : Autorisation d'exploiter**

L'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-APC-95-IC en date du 9 mai 2023 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière est modifié comme suit :

La société Charles Moroni dont le siège social est situé 60, boulevard du Val-de-Vesle prolongé à Saint-Léonard (51500), est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers portant sur les parcelles visées ci-dessous :

Commune	Lieu-dit	Parcelles	Superficies cadastrales	Superficie exploitable
Cloyes-sur-Marne	Les Terres Plates	Z 49	3 ha 53 a 20 ca 35 320 m <sup>2</sup>	3 ha 85 a 38 500 m <sup>2</sup>
		Z 50	2 ha 62 a 90 ca 26 290 m <sup>2</sup>	

L'autorisation porte sur les activités suivantes :

Rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Désignation des installations	Rubrique	Régime	Quantité /unité
Exploitation de carrières	2510-1	A	Extraction de sables et graviers  Superficie cadastrale totale : 6 ha 16 a 10 ca Superficie exploitable totale : 3 ha 85 a  Volume des matériaux commercialisables restant à exploiter : 135 000 m <sup>3</sup> (230 000 t)  Production moyenne : 50000 t/an Production maximale : 150000 t/an

A : Autorisation

Rubrique de la nomenclature des Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements :

N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	3 piézomètres (1 amont, 2 aval)	D

D : Déclaration

## **Article 2 : Durée de l'autorisation**

Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral l'arrêté préfectoral n°2015-A-015-CARR en date du 15 septembre 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'autorisation est accordée pour une durée de 6 années à compter de la notification du présent acte, dont quatre années pour finir le remblayage et deux années pour finaliser la remise en état du site.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

L'extraction de matériaux ne doit plus être réalisée 6 mois avant la fin de l'autorisation.

## **Article 3 : Garanties financières**

Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-APC-95-IC en date du 9 mai 2023 sont modifiées par les dispositions suivantes.

Montant de référence des garanties financières :

Le montant de référence des garanties financières est établi avec :

- un montant de base calculé en fonction des caractéristiques maximales S1 (surface infrastructures et défrichée), S2 (surface en chantier) et L (Linéaire de berge) au cours de la période quinquennale considérée, et les forfaits correspondants indiqués à l'arrêté du 9 février 2004 ;
- un coefficient multiplicateur  $\alpha$ .

Le montant de référence des garanties financières est établi en application de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 selon la formule suivante :

$$Cr = \alpha \times (S1 \times C1 + S2 \times C2 + L \times C3) ;$$

Pour sa détermination, l'exploitant a considéré la phase la plus pénalisante financièrement.

Le montant de référence (Cr) de garantie financière est fixé dans le tableau suivant :

Période	Surface S1 (ha)	Surface S2 (ha)	Linéaire L (m)	Montant de base (euros)	Coefficient multiplicateur	Montant de référence Cr (euros)
2025-2031	0,66	1,87	383,01	91867,35	1,42	130451,64

Le coefficient multiplicateur  $\alpha$  est défini par la formule suivante :

$$\alpha = (\text{INDEX} / \text{INDEX}_0) \times (1 + \text{TVA}_r) / (1 + \text{TVA}_0) ;$$

où :

- l'indice TP 01 de mai 2009 (INDEX<sub>0</sub>) est égal à 616,5 (arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié) ;
- l'indice TP 01 (INDEX) est égal à 133,1 (indice du mois de juin 2025 parue au Journal officiel) x coefficient de raccordement 6,5345 ;
- le taux de TVA applicable (TVA<sub>r</sub>) est 0,2 ;
- le taux de TVA applicable en janvier 2009 (TVA<sub>0</sub>) est 0,196.

La prolongation de la durée d'exploitation est conditionnée à la constitution effective des garanties financières.

- **Document attestant des garanties financières :**

L'exploitant est tenu d'adresser au Préfet le document d'attestation de la constitution de garanties financières à minima 1 mois avant le début de la période de prolongation de la durée d'exploitation. Une copie de ce document doit être adressée à l'inspection des installations classées.

Le document d'attestation de la constitution des garanties financières doit être conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivant du Code de l'environnement.

Un nouveau document d'attestation de la constitution des garanties financières doit être établi six mois suivant l'intervention d'une augmentation de l'indice TP 01 supérieure à 15 % par rapport à l'indice TP 01 pris pour le calcul du montant indiqué dans le document précédent.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

- **Absence des garanties financières :**

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

- **Appel des garanties financières :**

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

- **Levée des garanties financières :**

La levée de l'obligation des garanties financières est effectuée par arrêté préfectoral lorsque le site est remis en état.

## **TITRE II - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 4 : Phasage**

Les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-APC-95-IC en date du 9 mai 2023 sont modifiées comme suit :

Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe 1 doit être scrupuleusement respecté. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord du Préfet.

## **Article 5 : Surveillance du niveau et de la qualité des eaux souterraines**

Un suivi périodique quantitatif et qualitatif des eaux est réalisé par la mise en place, sur chacune des deux zones de la carrière, de trois piézomètres nivelés en m NGF avec suivi analytique en amont et en aval hydraulique du site.

### **5.1 - Réseau de surveillance**

Le réseau de surveillance est installé avant la date de prolongation de l'exploitation et un point zéro est réalisé conformément au point 5.2 - Programme de surveillance ci-dessous.

Ce réseau de surveillance est composé des ouvrages suivants :

Nom	Position	Coordonnées Lambert 93	Parcelle	Commune
Pz-1 TP	Amont	X : 1 822 191.55 Y : 8 164 034.52	Z 49	Cloyes-sur-Marne
Pz-2 TP	Aval	X : 1 821 877.26 Y : 8 163 719.25	Z 44	Cloyes-sur-Marne
Pz-3 TP	Aval	X : 1 821 928.00 Y : 8 163 931.95	Z 50	Cloyes-sur-Marne

### **5.2 - Programme de surveillance**

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE, etc).

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants sur les piézomètres listés ci-avant de manière semestrielle (hautes eaux / basses eaux) :

Paramètres	
Nom	Code SANDRE
Température	1301
pH	1302
Conductivité	1303
Niveau d'eau	-
Carbone Organique - COT	1841
Hydrocarbures (C10 à C40)	3319
Arsenic - As	1369
Baryum - Ba	1396
Cadmium - Cd	1388
Chrome - Cr	1389
Cuivre - Cu	1392
Mercure - Hg	1387
Molybdène - Mo	1395
Nickel - Ni	1386
Plomb - Pb	1382
Antimoine - Sb	1376
Sélénium - Se	1385
Zinc - Zn	1383
Indice phénols	1440
BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène, Xylènes)	5918
PCB (Polychlorobiphenyles)	7431

HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques)	7088
Chlorures - Cl <sup>-</sup>	1337
Fluorures - F <sup>-</sup>	7073
Sulfates - SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup>	1338

Les résultats d'analyse font également apparaître la conformité des résultats par rapport aux valeurs de référence eaux brutes pour l'eau potable.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Les données sont transmises à l'inspection des installations classées via l'application GIDAF.

### **Article 6 : Remblayage**

Le tableau de l'article 40 de l'arrêté n° 2015-A-015-CARR du 15 septembre 2015 est remplacé par les dispositions et le tableau suivants :

« Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les déchets utilisables pour le remblayage sont les déchets d'extraction inertes internes et externes non dangereux listés ci-après :

CODE DÉCHET	DESCRIPTION	ORIGINE
01 01 02	Terre végétales, limons, marnes, argiles	Terres de découverte
01 04 08	Cailloux et agglomérats caillouteux	Refus de scalpage à 80 mm en carrière
01 01 09	Boules de sable argileux, stériles intercalaires	
01 04 12	Boues de décantation	Lavage des matériaux (cyclonage)
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	Apport extérieur pour remblayage

».

Les autres dispositions de l'article 40 de l'arrêté n° 2015-A-015-CARR du 15 septembre 2015 demeurent inchangées.

### **Article 7 : Conditions de remise en état**

Les prescriptions de l'article 12 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-APC-95-IC en date du 9 mai 2023 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre au plan de remise en état en annexe 2 au présent arrêté préfectoral complémentaire. Le réaménagement est à vocation écologique.

De façon générale, la remise en état du site comporte la mise en œuvre des mesures suivantes :

- suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité pour la remise en état des lieux ;
- nettoyage de l'ensemble des terrains comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et détritux divers ;
- une clôture fermée de fils de fer portés par des pieux en bois est installée ;

- comblement de la surface d'exploitation de 38500 m<sup>2</sup>, sur une épaisseur de 3,8 m, représentant un volume de remblais d'environ 146 300 m<sup>3</sup>.

Les deux parcelles seront restituées sous forme de prairie à vocation agricole.

Si cela s'avère nécessaire lors de la mise en œuvre de l'aménagement final, les terrains font l'objet d'opérations de sous-solage et les terres végétales régaliées sont scarifiées afin de limiter leur compactage.

### **Article 8 : Sanctions**

Sans préjudice des sanctions de toute nature prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues par le Code de l'environnement et par le Code minier.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L. 173-1 du Code de l'environnement.

Dans le cas d'infractions graves prévues aux prescriptions de police, de sécurité ou d'hygiène ou d'inobservation des mesures imposées en application de l'article 84 du Code minier, le titulaire de la présente autorisation pourra, après mise en demeure, se la voir retirer.

### **Article 9 : Droits des tiers**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

### **Article 10 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée



par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

**Article 11 : Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, au Directeur régional des affaires culturelles Grand Est et le chef du service départemental de l'architecture et à Monsieur le Maire de Cloyes-sur-Marne et Madame le Maire de Moncetz-l'Abbaye qui en donneront communication à leur conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société MORONI, dont le siège social est situé, 60, boulevard du Val-de-Vesle prolongé, 51500 SAINT-LEONARD

Monsieur le Maire de Cloyes-sur-Marne et Madame le Maire de Moncetz-l'Abbaye procéderont à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, ils dresseront un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le **29 DEC. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU



## Annexe 1 : Phasage



## Annexe 2 : Remise en état



